

## **Section des Pyrénées Orientales**

### **Liminaire CTL du 18/06/2015**

Monsieur le président,

La vie de la DGFIP ne tient plus qu'à un fil... Ce sont les agents qui par leur conscience professionnelle maintiennent le navire à flot. Mais cette conscience professionnelle ne peut pas compenser indéfiniment le manque criant de moyens et de personnel.

Pour répondre aux logiques budgétaires et satisfaire aux exigences de l'Union Européenne, les gouvernements successifs continuent de pratiquer des politiques d'austérité afin de réduire les déficits et la dette publique.

Le Ministère des Finances et la DGFIP en particulier, appliquent avec zèle les consignes : diminution des budgets à tous les niveaux, suppressions d'emplois, concentration de missions... Tout ceci continue de dégrader les conditions de travail des agents et amplifie la souffrance et le stress au travail.

Que pèsent les quelques millions d'euros économisés sur le dos des fonctionnaires à travers les suppressions d'emplois, le gel du point d'indice, celui de l'indemnitaire ajouté à la suppression de l'IECSG face aux 10 milliards d'euros remboursés en 2014, sans contrôle, aux entreprises dans le cadre du CICE ??

Les causes sont donc connues de tous, les risques identifiés et mentionnés dans le DUERP. Les risques psychosociaux arrivent en première position et c'est un axe prioritaire du plan ministériel santé, sécurité et conditions de travail et mis en exergue dans la note d'orientation 2015.

Monsieur le Président, comment allez-vous traiter les situations de troubles psychosociaux, quelles mesures allez-vous mettre en place pour diminuer voire supprimer ces risques ? En tant que directeur, il est de votre responsabilité de « veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous votre autorité ».

La situation est grave, très grave.

Solidaires Finances Publiques s'inquiète du devenir du service public fiscal, foncier et de gestion publique.

Solidaires Finances Publiques s'inquiète encore plus des agents.

Nous effectuons de nombreuses visites de site et ce que nous constatons nous alarme, en particulier, sur le niveau d'épuisement des agents. Les tensions sont plus que palpables et devraient également vous alerter.

Comment peut-il en être autrement ?

Le constat est connu : les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, le mode de management, l'absence de visibilité sur l'avenir, la complexité accrue dans l'exécution des missions, le manque de reconnaissance et la hausse des charges, telles sont les causes profondes du développement du mal-être au travail qui explose.

La conséquence directe c'est un climat délétère qui pèse lourdement sur les conditions de vie au travail et la santé physique et morale des agents. Les relations deviennent compliquées aussi bien en interne qu'en externe.

De même, on ne peut tolérer dans un tel contexte difficile, un management fondé sur la suspicion et l'individualisation au détriment d'un encadrement technicien et d'un véritable collectif de travail.

Dans le même ordre d'idée, les pinailleries récurrentes sur les congés, les validations Agora, les réflexions déplacées, la pression statistique de certains encadrants, ajoutent inutilement du stress.

Les conséquences en sont immédiates pour les agents. Il suffit de consulter le TBVS... TBVS ??? Parle-t-on d'un outil qui traîne dans un placard et que la direction ne veut plus ouvrir sous peine de se confronter à la réalité de la souffrance au travail ?

Il faut sortir du déni, avoir la volonté de faire.

La dépression est en train de déborder durablement l'anticyclone.

Nous tenons également à dénoncer les conséquences de l'action des notaires dans les services qui doivent faire face à une arrivée massive de documents papiers. Comme quoi, le développement de la dématérialisation dépend surtout du bon vouloir des utilisateurs. Ce constat vaut également pour le secteur SPL et les SIP par exemple.

La réalité pour les usagers est qu'ils téléphonent.

La réalité pour les usagers est qu'ils se déplacent.

En fait, les usagers attendent un service public avec des agents en vrai. Faire vivre le service public ne peut se faire de manière virtuelle ou numérique.

Sur les différents sujets à l'ordre du jour, nous développerons nos arguments en séance.

Cependant, pour une fois en plus d'un an, nous souhaiterions avoir des réponses de votre part à cette liminaire.